

Working Group IX

Working document 03

## **Groupe de travail IX « Simplification »**

Objet : Liste des procédures de décision dans le Traité instituant la Communauté européenne

Les membres du Groupe de travail IX « Simplification des procédures et instruments » trouveront ci-joint une liste des procédures de décision dans le Traité instituant la Communauté européenne.

## LISTE DES PROCÉDURES DE DÉCISION DANS LE TRAITÉ INSTITUANT LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

Le TCE actuel compte environ une **trentaine** de procédure de décision différentes, lesquelles sont répertoriées dans l'**Annexe I**.

En réalité, l'Annexe I laisse déjà apparaître que ce nombre élevé pourrait d'emblée être réduit à **cinq procédures de base** si l'on se concentre uniquement sur les rôles respectifs du Conseil et du Parlement européen (en principe sur initiative de la Commission) : codécision, avis conforme, coopération, avis consultatif du Parlement, et Conseil seul. Ces procédures varient aussi selon que le Conseil vote à l'unanimité ou à la majorité qualifiée (voire à la majorité simple). Elles sont toutes reproduites dans l'**Annexe II**.

Pour le reste, le nombre élevé de procédures différentes s'explique par la variété des procédures de consultation d'organes ou d'institutions, ou d'autres particularités procédurales, qui s'ajoutent ou aménagent légèrement ces cinq procédures de bases (**v. Annexe III**).

Toutefois, il semble utile d'indiquer que ces listes ne présentent pas toutes les procédures décision prévues par le TCE (en particulier, certains protocoles annexés au TCE). Par exemple, certains actes sont adoptés directement sur base des traités par la Commission (**v. Annexe IV**), ou encore par la Banque centrale européenne<sup>1</sup>. Il existe enfin un certain nombre de procédures spécifiques que l'on pourrait qualifier de "quasi-constitutionnelle" (**Annexe V**).

---

<sup>1</sup> . V. en particulier le protocole sur les statuts du système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

## LISTE DES PROCÉDURES DE DÉCISION DANS LE TRAITÉ CE TENANT COMPTE DE LA PARTICIPATION DU PARLEMENT, DU SYSTÈME DE VOTE AU CONSEIL ET DE LA CONSULTATION D'INSTITUTIONS OU ORGANES <sup>2</sup>

### CODÉCISION

- Codécision avec majorité qualifiée au Conseil (*ex.: article 12*)
- Codécision avec majorité qualifiée au Conseil et consultation de la Cour de Comptes (*ex.: article 280.4*)
- Codécision avec majorité qualifiée au Conseil et consultation du CES (*ex.: article 172, al. 2*)
- Codécision avec majorité qualifiée au Conseil et consultation du CES et du CdR (*ex.: article 175.1*)
- Codécision avec unanimité au Conseil (*ex.: article 42*)
- Codécision avec unanimité au Conseil et consultation du CdR (*ex.: article 151, par. 5, premier tiret*)

### COOPÉRATION

- Coopération avec majorité qualifiée au Conseil (*ex.: article 99.5*)
- Coopération avec majorité qualifiée au Conseil et consultation de la BCE (*ex.: article 106*)

### AVIS CONFORME

- Avis conforme du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil (*ex.: article 107.5*)
- Avis conforme du Parlement avec unanimité au Conseil (*ex.: article 300.3*)
- Avis conforme du Parlement avec unanimité au Conseil, sur proposition du Parlement (*Article 190.4*)
- Avis conforme du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil et consultation de la BCE (*ex.: article 105, par. 5*)
- Avis conforme du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil et consultation du CES et du CdR (*ex.: article 161*)

---

<sup>2</sup> . Cette liste correspond, sous une autre présentation, à l'annexe I du document CONV 216/02.

## CONSULTATION SIMPLE (AVIS)

- Avis simple du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil (*ex.: article 37.2*)
- Avis simple du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil et consultation du CES (*ex.: article 172, al. 1*)
- Avis simple du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil et consultation, du CES, du CdR et du Comité de l'emploi (*ex.: article 128.1 TCE*)
- Avis simple du Parlement avec unanimité au Conseil (*ex.: article 19.1*)
- Avis simple du Parlement avec unanimité au Conseil et consultation de la Cour de Comptes (*ex.: article 279*)
- Avis simple du Parlement avec unanimité au Conseil et consultation de la BCE (*ex.: article 111, par. 1*)
- Avis simple du Parlement avec unanimité au Conseil et consultation du CES (*ex.: article 157, par. 3*)
- Avis simple du Parlement avec unanimité au Conseil et consultation du CES et du CdR (*ex.: article 175.2*)

## CONSEIL SEUL

- Pas de participation du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil (*ex.: article 26*)
- Pas de participation du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil et consultation de la BCE (*ex.: article 59*)
- Pas de participation du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil et consultation de la BCE et du Comité économique et financier (*ex.: article 114, par. 3*)
- Pas de participation du Parlement avec majorité qualifiée au Conseil et consultation du CES (*ex.: article 75*)
- Pas de participation du Parlement avec unanimité au Conseil (*ex.: article 88.2*)
- Pas de participation du Parlement avec unanimité au Conseil et consultation du BCE (*ex.: article 123, par. 5*)
- Pas de participation du Parlement avec unanimité au Conseil et consultation du CES (*ex.: article 144*)

LISTE DES CINQ PROCÉDURES DE DÉCISION DE BASE <sup>3</sup>

## I. CODÉCISION

## A. Majorité qualifiée au Conseil

- Règles interdisant toute discrimination en raison de la nationalité. Article 12.
- Libre circulation des travailleurs. Article 40.
- Droit d'établissement. Article 44.
- Coordination des dispositions législatives, réglementaires ou administratives prévoyant un régime spécial pour les ressortissants des autres États membres dans l'exercice du droit d'établissement. Article 46, paragraphe 2.
- Droit d'établissement pour les activités non salariées. Article 47, fin du second paragraphe.
- Services. Article 55.
- Règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou de plusieurs États membres; conditions pour que les transporteurs non résidents puissent fournir des services de transport dans un État membre; mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports. Article 71, paragraphe 1.
- Extension à la navigation maritime et aérienne des règles de procédure prévues à l'article 71, paragraphe 1. Article 80, paragraphe 2.
- Mesures d'harmonisation relatives au marché intérieur. Article 95, paragraphe 1.
- Mesures d'encouragement de l'emploi. Article 129 (Nouveau).
- Coopération douanière. Article 135 (Nouveau).
- Milieu et conditions de travail; santé, sécurité, information et consultation des travailleurs; intégration des personnes exclues; égalité des chances et de traitement; mesures destinées à encourager la coopération dans la lutte contre l'exclusion sociale. Article 137, paragraphes 1 et 2.
- Politique sociale (égalité des chances, de traitement et de rétribution). Article 141.
- Application des décisions relatives au Fonds social européen. Article 148.
- Éducation. Article 149, paragraphe 4 (sauf les recommandations).
- Formation professionnelle (mesures contribuant à la réalisation des objectifs de l'article 150). Article 150, paragraphe 4.
- Santé Publique (conditions minimales de qualité et de sécurité des organes, mesures dans les domaines phytosanitaire et vétérinaire ayant directement pour objectif la protection de la santé publique). Article 152, paragraphe 4 a) et b)
- Mesures d'encouragement destinées à protéger et à améliorer la santé humaine. Article 152, paragraphe 4 c.
- Protection des consommateurs. Article 153, paragraphe 4.
- Réseaux transeuropéens, orientations. Article 156, premier alinéa.
- Autres mesures touchant les réseaux transeuropéens. Article 156.
- Décisions d'application relatives au FEDER. Article 162.
- Programme-cadre de recherche. Article 166.

<sup>3</sup>. Cette liste correspond, sous une autre présentation, à l'annexe II du document CONV 216/02. Elle est basée sur le degré de participation du Conseil et du Parlement aux procédures de décision. Les modifications apportées par le traité de Nice sont indiquées en caractère gras et italique.

- Adoption des mesures citées aux articles 167,168 et 169 - recherche. Article 172 .
- Environnement (actions communautaires en vue de réaliser les objectifs de l'article 174). Article 175, paragraphe 1.
- Programme d'action dans d'autres domaines de l'environnement. Article 175, paragraphe 3 S.
- Coopération au développement. Article 179.
- ***Statut et règles financières des parties politiques au niveau européen. Article 191***
- Principes généraux en matière de transparence. Article 255, paragraphe 2 (Nouveau).
- Lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté. Article 280, paragraphe 4 .
- Statistiques. Article 285, paragraphe 1.
- Établissement d'un organisme indépendant de contrôle pour la protection des données. Article 286, paragraphe 2.

## **B. Unanimité au Conseil**

- Dispositions visant à faciliter l'exercice du droit des citoyens de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres. Article 18, paragraphe 2 (VMQ).
- Marché intérieur (mesures de sécurité sociale pour les travailleurs migrants communautaires). Article 42.
- Coordination des dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et à l'exercice de celles-ci. Coordination des principes législatifs existants du régime des professions en ce qui concerne la formation et les conditions d'accès des personnes physiques. Article 47.
- Culture. Article 151 (sauf les recommandations) .

## **II. COOPÉRATION - Majorité qualifiée au Conseil**

- Surveillance multilatérale. Article 99, paragraphe 5.
- Application de l'interdiction d'un accès privilégié. Article 102, paragraphe 2.
- Application de l'interdiction de contracter des engagements et d'accorder des découverts. Article 103, paragraphe 2.
- Mesures pour harmoniser les valeurs unitaires et les spécifications techniques des pièces de monnaie. Article 106, paragraphe 2

## **III. CONSULTATION SIMPLE**

### **A. Majorité qualifiée au Conseil**

- Autorisation de lancer une opération de coopération renforcée. Article 11, paragraphe 2 .
- Politique agricole commune. Article 37, paragraphe 3 .
- Libéralisation des services. Article 52, paragraphe 1.
- Établissement de la liste des pays tiers soumis à l'obligation d'émettre un visa ou exemptés de cette obligation, et établissement d'un modèle unifié de visa. Article 67, paragraphe 3 .
- Adoption d'une réglementation en matière de concurrence. Article 83.
- Adoption de règlements en matière d'aides d'État. Article 89.
- Dispositions d'application du protocole sur les déficits excessifs. Article 104, paragraphe 14, dernier alinéa .

- Modification de certaines dispositions du protocole sur les statuts du SEBC et de la BCE. Article 107, paragraphe 6.
- Limites et conditions dans lesquelles la BCE peut infliger des amendes. Article 110, paragraphe 3.
- Décision sur le passage à la troisième phase de l'UEM. Article 121, paragraphes 3 et 4 plus rapport de l'IME après l'évaluation du Conseil.
- Décision sur l'entrée d'un État en dehors de la monnaie unique. Article 122, paragraphe 2.
- Élaboration de lignes directrices dont les États membres tiennent compte dans leur politique de l'emploi, sur la base des conclusions du Conseil européen. Article 128, paragraphe 2 .
- Programmes spécifiques de recherche. Article 166, paragraphe 4.
- Recherche, création d'entreprises communes. Article 172, paragraphe 1.
- ***Coopération économique, financière et technique avec les pays tiers. Article 181bis***
- Établissement du statut des fonctionnaires de la Communauté européenne et du régime applicable aux autres agents des Communautés. Article 283.
- Adoption des mesures en faveur des régions ultrapériphériques. Article 299, paragraphe 2.
- Signature, application provisoire et suspension de l'application des accords internationaux. Article 300, paragraphe 2, premier alinéa.
- Adoption des dispositions relatives aux statuts du SEBC. Article 42 du protocole sur les statuts du SEBC et de la BCE.

## **B. Unanimité au Conseil**

- Adoption des mesures nécessaires pour combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race ou l'origine ethnique, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Article 13 (Codécision +VMQ pour le par. 2).
- Citoyenneté: droit de vote et éligibilité. Article 19, paragraphe 1.
- Extension des droits liés à la citoyenneté, ratification par les États membres. Article 22.
- Mesures de mise en place de l'espace de liberté, sécurité et justice (pendant une période transitoire de 5 ans). Article 67, paragraphe 1 (codécision +VMQ pour art.65 excepté droit de famille)(passage postérieur à VMQ+codécision pour l'article 63 et 62.3 et 62.2.a) (VMQ+consultation PE pour L'article 66).
- Dispositions portant sur les principes du régime des transports dont l'application serait susceptible d'affecter le niveau de vie et l'emploi. Article 71, paragraphe 2.
- Harmonisation de la fiscalité indirecte. Article 93.
- Harmonisation des législations. Article 94.
- Taux de change de l'écu par rapport aux monnaies non communautaires. Article 111, paragraphe 1, première phrase.
- Décision concernant la représentation extérieure de l'UEM. Article 111, paragraphe 4, in fine(VMQ).
- Politique commerciale: extension aux accords sur les services et la propriété intellectuelle. Article 133, paragraphe 5 (VMQ).
- Mesures dans le domaine de la sécurité sociale, de la protection des travailleurs en cas de résiliation du contrat de travail, de la représentation et de la défense collective des intérêts des travailleurs et des entrepreneurs, des conditions d'emploi des ressortissants de pays tiers détenant un titre de séjour, et contributions financières visant la promotion de l'emploi et la création d'emplois. Article 137, paragraphe 3 (Quelques parts de l'article passeront à VMQ+codécision après décision unanime du Conseil)
- Industrie. Article 157, paragraphe 3.
- Mesures dans le domaine de la cohésion économique et sociale. Article 159(VMQ+codécision).

- Dispositions à caractère fiscal, mesures concernant l'aménagement du territoire et l'affectation des sols, mesures qui affectent l'approvisionnement et la biodiversification énergétiques. Article 175, paragraphe 2.
- Détermination des catégories de recours devant le tribunal de première instance, de la composition de ce tribunal et des adaptations et dispositions complémentaires nécessaires au statut de la Cour de justice. Article 225, paragraphe 2.
- Modification du statut de la Cour de justice. Article 245, deuxième alinéa.
- Nomination des membres de la Cour des comptes. Article 247, paragraphe 3(VMQ).
- Décision concernant les ressources propres. Article 269.
- Adoption des règlements financiers. Article 279(VMQ).
- Signature, application provisoire et suspension de l'application des accords conclus par le Conseil dans les domaines où l'unanimité est requise pour l'adoption de règles internes, de même que dans le cas des accords d'association. Article 300, paragraphe 2, premier alinéa in fine.
- Adoption des mesures nécessaires pour réaliser les objectifs de la Communauté. Article 308.
- Définition commune de l'origine des produits pétroliers provenant de pays tiers et de pays associés. Article 6 du protocole sur les produits pétroliers raffinés aux Antilles néerlandaises.
- Adoption des dispositions appropriées pour préciser de manière détaillée les critères de convergence visés à l'article 121 du traité CE. Article 6 du protocole sur les critères de convergence.

#### IV. AVIS CONFORME

##### A. Majorité qualifiée au Conseil

- Modification du protocole sur les statuts du SEBC et de la BCE sur recommandation de la BCE. Article 107, paragraphe 5.

##### B. Unanimité au Conseil

- Missions spécifiques de la BCE. Article 105, paragraphe 6.
  - Modification du statut du SEBC et de la BCE. Article 107, paragraphe 5.
  - Fonds structurels et Fonds de cohésion. Article 161 (VMQ à partir de 2007 ou adoption des perspectives financières).
  - Procédure électorale uniforme. Article 190, paragraphe 4.
  - Accords d'association (prévus à l'article 310) et autres accords créant un cadre institutionnel spécifique, ayant des implications budgétaires notables et impliquant une modification d'un acte adopté en codécision. Article 300, paragraphe 3, deuxième alinéa.
- Procédure particulière: Désignation et nomination du Président de la Commission et ses membres . Article 214 (VMQ)*

#### V. CONSEIL SEUL

##### A. Majorité qualifiée au Conseil

- Fixation des droits du tarif douanier commun. Article 26.
- Exclusion dans un État membre de certaines activités du champ d'application des dispositions relatives au droit d'établissement. Article 45, deuxième alinéa.
- Extension du bénéfice des dispositions relatives aux prestations de services aux ressortissants d'un pays tiers établis dans la Communauté. Article 49, deuxième alinéa.



- Adoption d'autres mesures relatives aux mouvements des capitaux à destination ou en provenance de pays tiers. Article 57, paragraphe 2, première partie.
- Adoption de mesures de sauvegarde strictement nécessaires lorsque, dans des circonstances exceptionnelles, les mouvements de capitaux à destination ou en provenance de pays tiers provoquent des difficultés graves pour l'UEM. Article 59.
- Adoption de mesures urgentes concernant les mouvements des capitaux et les paiements. Article 60, paragraphe 1.
- Décision relative à la modification ou à la suppression par un État membre de mesures unilatérales contre un pays tiers concernant les mouvements de capitaux et les paiements. Article 60, paragraphe 2, deuxième alinéa.
- Adoption de mesures provisoires concernant l'ordre public et la sûreté intérieure au bénéfice de certains États. Article 64, paragraphe 2.
- Suppression des discriminations dans le domaine des transports. Article 75, paragraphe 3.
- Dispositions appropriées concernant la navigation maritime et aérienne. Article 80, paragraphe 2.
- Approbation de mesures concernant les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accise et les autres impôts indirects. Article 92.
- Adoption de directives visant à supprimer les distorsions à l'intérieur du marché commun. Article 96, deuxième alinéa.
- Recommandation du Conseil concernant les grandes orientations des politiques économiques. Article 99, paragraphe 2.
- Difficultés économiques graves dans un État membre, provoquées par des catastrophes naturelles. Article 100, paragraphe 2 in fine.
- Décision sur l'existence ou non d'un déficit excessif. Article 104, paragraphe 6.
- Décision concernant la modification ou l'abandon des cours centraux de l'écu. Article 111, paragraphe 1 in fine.
- Politique des taux de change. Article 111, paragraphe 2.
- Arrangements concernant les négociations et la conclusion d'accords internationaux portant sur le régime monétaire ou de change. Article 111, paragraphe 3.
- Décision sur la position que doit occuper la Communauté au niveau international en ce qui concerne l'UEM. Article 111, paragraphe 4, première phrase.
- Composition du comité économique et financier. Article 114, paragraphe 3.
- Octroi et révocation du concours mutuel à un État membre en cas de difficultés ou de menace de difficultés dans la balance des paiements. Article 119, paragraphes 2 et 3.
- Modification, suspension ou suppression des mesures de sauvegarde. Article 120, paragraphe 3.
- Décision sur la question de savoir si un État membre fera ou non l'objet d'une dérogation ayant pour effet de l'exclure des droits et obligations prévus par le SEBC. Article 122, paragraphe 1.
- Recommandations en matière d'emploi. Article 128, paragraphe 4.
- Adoption de mesures visant à harmoniser les régimes d'aides dans le domaine de la politique commerciale. Article 132, paragraphe 1.
- Politique commerciale. Article 133, paragraphe 4.
- Application des autres accords entre les partenaires sociaux. Article 139, paragraphe 2.
- Recommandations en matière d'éducation. Article 149, paragraphe 4, deuxième tiret.
- Recommandations en matière de santé publique. Article 152, paragraphe 4, in fine.
- Fixation des traitements, indemnités et pensions des membres de la Commission et de la Cour de justice. Article 210.
- Fixation des conditions d'emploi, des traitements, des indemnités et des pensions des membres de la Cour des comptes. Article 247, paragraphe 8.
- Fixation des indemnités des membres du CES. Article 258, dernier alinéa.
- Établissement du projet de budget. Article 272, paragraphe 3.
- Autorisation de dépenses excédant le douzième provisionnel. Article 273, deuxième alinéa.

- Conclusion d'accords entre la Communauté et un ou plusieurs États ou organisations internationales. Article 301.
- Décision sur le type de sanctions à imposer à un État membre qui a violé les principes de l'article 6, paragraphe 1, du traité sur l'Union européenne. Article 309, paragraphe 2.
- Décision concernant la modification ou la levée de sanctions imposées à un État membre qui a violé les principes de l'article 6, paragraphe 1 du traité sur l'Union européenne. Article 309, paragraphe 3.
- Modalités d'intégration du secrétariat de Schengen au Secrétariat général du Conseil. Article 7 du protocole intégrant l'acquis de Schengen.
- Modification ou annulation à la demande d'un État membre, des décisions adoptées par la Commission en matière d'importation dans la Communauté européenne de produits pétroliers raffinés dans les Antilles néerlandaises. Article 3, paragraphe 3 du protocole sur les produits pétroliers raffinés dans les Antilles néerlandaises.

## **B. Unanimité au Conseil**

- Adoption de mesures relatives aux mouvements des capitaux à destination ou en provenance des pays tiers, qui constituent un pas en arrière dans le processus de libéralisation prévu par le droit communautaire. Article 57, paragraphe 2 in fine.
- Décisions concernant la compatibilité avec le marché commun des aides d'État en matière de concurrence. Article 88, paragraphe 2.
- Mesures adaptées à la situation économique. Article 100, paragraphe 1(VMQ).
- Octroi d'une aide financière communautaire à un État connaissant des difficultés économiques graves. Article 100, paragraphe 2 (VMQ).
- Adoption des taux de conversion irrévocables entre les monnaies nationales et entre l'écu et ces dernières, ainsi que des autres mesures nécessaires à l'introduction rapide de l'écu comme monnaie unique. Article 123, paragraphe 4 (VMQ).
- Abrogation d'une dérogation accordée à un État en dehors de la monnaie unique et autres mesures nécessaires à cette fin. Article 123, paragraphe 5.
- Application des accords passés entre partenaires sociaux dans les domaines couverts par l'article 137, paragraphe 3. Article 139, paragraphe 2.
- Attribution à la Commission de fonctions concernant l'application de mesures communes, notamment en matière de sécurité sociale des travailleurs migrants. Article 144.
- Recommandations dans le domaine de la culture. Article 151, paragraphe 5, deuxième tiret
- Adoption de dispositions relatives aux modalités et à la procédure d'association entre les pays et territoires d'Outre mer et la Communauté. Article 187.
- Nomination du secrétaire général (haut représentant pour la PESC) et du secrétaire général adjoint du Conseil. Article 207, paragraphe 2 (VMQ).
- Modification du nombre de membres de la Commission. Article 213, paragraphe 1, deuxième alinéa.
- Décision de ne pas remplacer un commissaire suite à une démission volontaire ou d'office. Article 215, deuxième alinéa (VMQ).
- Augmentation du nombre de juges de la Cour de justice. Article 221, quatrième alinéa.
- Augmentation du nombre des avocats généraux. Article 222, troisième alinéa.
- ***Approbation du règlement de procédure de la Cour. Article 223 (VMQ)***
- Approbation du règlement de procédure du tribunal de première instance. Article 225, paragraphe 4 (VMQ article 224).
- Approbation du règlement de procédure de la Cour de justice. Article 245, troisième alinéa.
- Nomination des membres du CES et fixation de leurs indemnités. Article 258, deuxième alinéa (VMQ).

- Nomination des membres du CdR et de leurs suppléants. Article 263, troisième alinéa (VMQ).
- Établissement du régime linguistique des institutions de la Communauté. Article 290.
- Modifications à la liste des produits visés par les dispositions relatives au commerce ou à la production d'armes, de munitions et de matériel de guerre. Article 296, paragraphe 2.
- Mesures nécessaires à la mise en oeuvre de l'acquis de Schengen. Article 2, paragraphe 1, deuxième alinéa du protocole intégrant l'acquis de Schengen.
- Détermination de la base juridique de chacune des dispositions ou décisions qui constituent l'acquis de Schengen. Article 2, paragraphe 1, deuxième alinéa in fine du protocole intégrant l'acquis de Schengen.
- Conclusion d'un accord séparé avec l'Islande et la Norvège pour l'établissement des droits et obligations entre l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et l'Islande et la Norvège, d'autre part, dans les domaines de l'acquis de Schengen applicables à ces États. Article 6, deuxième alinéa du protocole intégrant l'acquis de Schengen.

## LISTES DES PROCÉDURES DE CONSULTATION S'AJOUTANT AUX CINQ PROCÉDURES DE BASE ET AUTRES PARTICULARITÉS PROCÉDURALES <sup>4</sup>

### I. PROCÉDURES DE CONSULTATION DU COMITÉS DES RÉGIONS ET DU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN <sup>5</sup> :

#### Consultation du Comité des Régions et du Comité économique et social européen

- Article 71, § 1 : Politique commune des transports
- Article 128, § 2 : Lignes directrices politique de l'emploi
- Article 129 : Mesures d'encouragement de l'emploi
- Article 137, §§ 2 et 3 : Politique sociale
- Article 148 : Fonds social européen
- Article 149, § 4 : Éducation
- Article 150, § 4 : Formation professionnelle
- Article 152, § 4 : Santé publique
- Article 156 : Réseaux trans-européens
- Article 159 : Cohésion économique et sociale
- Article 161 : Cohésion économique et sociale
- Article 162 : Cohésion économique et sociale
- Article 175, §§ 1, 2 et 3 : Environnement

#### Consultation du Comité économique et social :

- Article 40 : Libre circulation des travailleurs
- Article 44, § 1 : Droit d'établissement
- Article 52 : Libéralisation des services
- Article 71, § 2 : Régime des transports affectant le niveau de vie et de l'emploi
- Article 75, § 3 : Suppression des discriminations dans le des transports
- Article 93 : Harmonisation de la fiscalité indirecte
- Article 94 : Harmonisation des législations dans le marché commun
- Article 95 : Harmonisation marché intérieur
- Article 141, § 3 : Politique sociale (égalité entre hommes et femmes)
- Article 144 : Sécurité sociale des travailleurs migrants
- Article 153, § 4 : Protection des consommateurs
- Article 157 : Domaine industriel
- Article 166, §§ 1 et 4 : Programmes-cadre et pluriannuels de recherche
- Article 172, alinéas 1 et 2 : Création entreprises communes de recherche et mise en oeuvre programmes de recherche

#### Consultation du Comité des régions

- Article 151, § 5 : Politique culturelle

<sup>4</sup> . V. article 7, § 2 du TCE. Cette liste ne comprend pas les articles 116 à 122 (phase transitoire de l'UEM).

<sup>5</sup> . V. aussi les articles 262 et 265 du TCE.

## **II. PROCÉDURES DE CONSULTATION DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE**

- **Article 59** : Mouvements de capitaux (mesures de sauvegardes)
- **Article 104, § 14 al. 2** : Remplacement du protocole sur les déficits excessifs
- **Article 105, § 4** : Tout acte communautaire proposé dans les domaines relevant de sa compétence
- **Article 105, § 6** : Attribution de missions spécifiques de contrôle prudentiel à la BCE
- **Article 106** : Harmonisation pièces de monnaie
- **Article 107, § 5** : Modification de certaines dispositions des statuts SEBC et BCE
- **Article 107, § 6** : Mise en oeuvre de certaines dispositions des statuts SEBC et BCE
- **Article 111, §§ 1, 2, 3, et 4** : Aspects externes de l'euro, notamment concernant le taux de change avec monnaies non communautaires
- **Article 114, §§ 3** : Composition du Comité économique et financier
- **Article 123, §§ 4 et 5** : Adoption taux de conversion entre l'euro et les monnaies nationales, et entre ces dernières.

## **III. PROCÉDURES DE CONSULTATION DE LA COUR DES COMPTES**

- **Article 279 a), b), et c) - Avis de la Cour des compte** : Adoption des règlements financiers, mise à dispositions des ressources propres, responsabilité des contrôleurs financier
- **Article 280** : Lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de la Communauté

## **IV. PROCÉDURES DE CONSULTATION DE LA COMMISSION**

- **Article 107, § 5** : Modification de certaines dispositions des statuts SEBC et BCE
- **Article 107, § 6** : Mise en oeuvre de certaines dispositions des statuts SEBC et BCE

## **V. AUTRES PARTICULARITÉS PROCÉDURALES**

### **Exceptions au monopole d'initiative de la Commission**

- **Articles 62 , 63 et 67 — initiative partagée de la Commission avec les États membres <sup>6</sup> jusqu'au 30 avril 2004** : franchissement des frontières extérieures, asile, immigration
- **Article 88, § 2 — initiative d'un État membre** : compatibilité d'une aide d'état avec le marché commun
- **Article 99, §§ 2 et 4 — Recommandation de la Commission** : Grandes orientations des politiques économiques
- **Article 111, §§ 1, 2, 3 — Recommandation de la Commission et/ou de la BCE** : Aspects externes de l'euro, notamment concernant le taux de change avec monnaies non communautaires
- **Article 128, § 4 — Recommandation de la Commission aux États membres** : Emploi
- **Article 300, § 1 — Recommandation de la Commission** : Autorisation et directives de négociations des accords internationaux

---

<sup>6</sup> . V. aussi l'article 67, § 5 du TCE ajouté par le traité de Nice.

### **Information du Parlement européen de la décision prise**

- **Article 100, § 2** : Assistance financière communautaire suite à événements exceptionnels
- **Article 114, § 3** : Modalités relatives à la composition du Comité économique et financier
- **Article 300, § 2** : Application provisoire ou suspension d'un accord international

### **Observations éventuelles de l'État membre concerné**

- **Article 104**: Décisions sur l'existence d'un déficit excessif

### **Consultation des institutions concernées**

- **Article 283**: Statut des fonctionnaires

ACTES ADOPTÉS PAR LA COMMISSION SUR BASE DU TCE <sup>7</sup>

- *Article 11 A : décisions sur participation ultérieure à une coopération renforcée*<sup>8</sup>
- **Article 38** : décisions fixant taxes compensatoires ou autres mesures (agriculture)
- **Article 39, § 3, d)** : règlements d'application fixant les droits demeurer des travailleurs retraités
- **Article 53, § 2** : recommandations relatives à la libéralisation des services
- **Article 75, § 4** : décisions dans le cadre de la réglementation visant à éliminer discriminations (transport)
- **Article 76, §§ 1 et 2** : autorisation de prix ou conditions imposés par un État membre (transport)
- **Article 77** : recommandations concernant les frais de passage de frontières (transport)
- **Article 85, § 2** : constatation d'une infraction (concurrence)
- **Article 86** : directives ou décisions aux États membres concernant les entreprises publiques (concurrence)
- **Article 88, § 2** : décisions relatives aux aides d'État
- **Article 95, § 6** : décisions relatives au maintien de mesures nationales (marché intérieur)
- **Article 97** : recommandations contre risque de distorsion (marché intérieur)
- **Article 134** : décisions autorisant les États membres à prendre mesures de protection (politique commerciale)
- **Article 140** : décisions visant à encourager de la coopération et faciliter la coordination (politique sociale)
- **Article 152, § 2** : initiatives pour promouvoir la coordination (santé publique)
- **Article 157, § 2** : initiatives pour promouvoir la coordination (politique industrielle)
- **Article 165, § 2** : initiatives pour promouvoir la coordination (recherche et développement)
- **Article 180, § 2** : initiatives pour promouvoir la coordination (coopération au développement)
- **Article 211** : recommandations dans les domaines couverts par le traité
- **Article 218** : règlement intérieur

---

<sup>7</sup> . V. notamment l'article 211 du TCE qui indique que la Commission "dispose d'un pouvoir de décision propre".

<sup>8</sup> . Traité de Nice.

## PROCÉDURES "QUASI-CONSTITUTIONNELLES"

**I. Adoption de la décision du Conseil ou du Parlement européen par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles :**

- Article 22 : compléter les droits des citoyens
- Article 190 § 4 : procédure électorale uniforme pour le PE <sup>9</sup>
- Article 229 A : *attribution à la CJCE de la compétence pour statuer sur des litiges liés à l'application des actes communautaires créant des titres communautaires de propriété intellectuelle* <sup>10</sup>
- Article 269 : décision concernant les ressources propres

**II. Décision d'un commun accord par les gouvernements des EM <sup>11</sup>:**

- Article 112 : nomination du Président, vice-président et membres du directoire de la BCE
- Article 214 : nomination du Président et des membres de la Commission
- Article 223 : nomination des juges et des avocats généraux de la CJCE
- Article 224 al. 2 : nomination des juges du TPI
- Article 289 : fixation du siège des institutions de la Communauté

**III. Approbation par le Conseil d'une décision du Parlement européen, après avis de la Commission :**

- Article 190 § 5 : statut des membres du PE et régime fiscal du statut du PE
- Article 195 § 4 : statut et conditions générales d'exercice des fonctions de médiateur

-----

---

<sup>9</sup> . La Commission n'a pas le droit d'initiative.

<sup>10</sup> . Traité de Nice.

<sup>11</sup> . La Commission n'a pas le droit d'initiative